

Le ministère des armées a payé 46,3 millions à 16 cabinets de conseil !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 10 mai 2022





Malika
Sorel-Sutter

DÉCOMPOSITION FRANÇAISE

Comment en est-on arrivé là ?

Pluriel

La réponse ci-dessous !

Capital serait-il complotiste pour relayer les coin-coin du Canard enchaîné ?

Des coin-coin sur la modique somme de 46,3 millions d'euros, certes peanuts par rapport aux 40,9 milliards de budget prévu en 2022 et les suivants ! Aspect plus que sensible, nos secrets militaires vont se balader dans des officines destinées à faire du fric, la « concurrence » n'a qu'à aller faire ses courses, plus besoin de services de renseignements !

Voilà encore pour montrer que nos fonctionnaires énarques sont incompétents, d'ailleurs ils le sont tellement qu'ils vont

pantoufler dans les dits cabinets qui les engagent grassement pour qu'ils se subissent les affres d'aller pointer à l'ANPE !

Le ministère des Armées aurait signé

un gros contrat avec 16 cabinets de conseil !

Au total, les prestations qui seraient effectuées jusqu'à 2025, coûteraient la bagatelle de 46,3 millions d'euros. Le ministère met en avant une « réelle plus-value ».

Par [Xavier Martinage](#) – Publié le 04/05/2022

Est-ce une autre affaire qui pourrait embarrasser l'exécutif après celle concernant le cabinet [McKinsey](#) ? Comme le révèle [le Canard enchaîné](#) dans son édition de ce mercredi 4 mai, le ministère des Armées aurait fait appel non pas à un, mais à 16 cabinets de conseil pour les prochaines années. Nos confrères ont découvert cette information en se basant sur le « Bulletin officiel des annonces de marchés publics ». Ils y ont découvert que le cabinet McKinsey n'y était pas référencé comme l'avait affirmé la ministre Florence Parly (« aucune commande du ministère depuis 2018 ») mais qu'un accord-cadre aurait bien été signé avec ces 16 autres.

Et le contrat est assez épais, détaille le Canard enchaîné, puisque le ministère débourserait la somme précise de 46,3 millions d'euros pour des « prestations de conseil » étalées jusqu'en 2025. Dans le détail, nos confrères ont découvert que ces prestations concerneraient du « conseil en matière de frais de déplacement et de politique de voyage* » pour 13,5 millions d'euros. Mais également 8,3 millions d'euros octroyés à de la « définition de la stratégie et du cadrage de projet dans le cadre de la transformation du ministère des Armées** ». Ou encore deux autres lots facturés sept millions d'euros pour du « conseil dans le domaine de la chaîne logistique et du maintien en condition opérationnelle*** ».

* : un truc vraiment essentiel !!!

*** : une définition ou une chatte n'y retrouverait pas ses petits ? La transformation du ministère des armées, en quoi ?*

**** : là on attaque l'os, on en est à ce point de désorganisation ? Qu'apprennent nos officiers ?*

Des dépenses évitables

Il reste enfin cinq millions d'euros pour du « conseil dans le domaine de la santé », alors même que le ministère abrite déjà 15.000 personnes dans celui-ci. Interrogé par le Canard enchaîné, un universitaire spécialiste de la Défense estime que cette « manne » est le double du « budget annuel de la recherche stratégique ». D'autres spécialistes ne comprennent pas et estiment que « plus de la moitié des lots » auraient pu être « gérés en interne ». Contacté par nos confrères, le ministère des Armées n'a pas nié et défend « une réelle plus-value* par rapport aux compétences internes dont dispose l'administration* ».

** : la plus-value, pour qui ?*

Après les accusations portées contre le cabinet américain McKinsey, notamment de ne pas payer d'impôts en France*, [le gouvernement avait rapidement réagi](#), affirmant que le recours aux cabinets de conseil était « habituel et utile » et qu'il n'y avait « rien à cacher ». « Toutes les règles de la commande publique ont été respectées. L'État assume parfaitement de recourir à des cabinets de conseil dans certaines circonstances », avait admis Amélie de Montchalin, la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques de France.

*** : ce qui est de loin une peccadille. La gestion de l'Etat entre les mains de businessmen US ou autre relève de la félonie et les arguments de « régularité » sont d'un cynisme éhonté !**